

Quand l'existant marche, ne pas en faire table rase !



Inter-Environnement Bruxelles (IEB) est née en 1974 dans le terreau des luttes urbaines contre la destruction du cadre de vie des habitants. IEB fédère des habitants de la Région bruxelloise actifs sur des questions urbaines, écologiques et sociales. L'association revendique pour tous le droit à définir et à défendre collectivement son environnement (social, écologique, économique, politique, culturel...) et considère la multiplicité des points de vue de ses membres comme une force. Elle cherche à défendre l'intérêt collectif plutôt que des intérêts particuliers. Fin 2014, IEB s'est installée à Cureghem au Centre Euclides.

En 2011, IEB découvre que des réflexions sont en cours pour repenser l'organisation du site des abattoirs. Pour IEB, il

s'agit d'un site urbain hors du commun, fort de son histoire, qui s'est développé au fil du temps en épousant l'évolution de son quartier de ses habitants. IEB craint une transformation du site en décalage avec les besoins locaux. La pression immobilière sur le territoire, la proximité du canal et de la gare internationale TGV font craindre des développements qui pourraient faire table rase de ce qui marche : un marché populaire, un des derniers abattoirs urbains d'Europe connecté à un marché aux viandes, des emplois peu qualifiés adaptés à la main-d'œuvre bruxelloise.

IEB se rend compte que les habitants et les usagers du marché sont peu informés de ses projets de transformation. Elle rentre en contact avec l'Union des locataires d'Anderlecht (ULAC) et le CRU pour débattre de leur perception du site, des besoins auxquels il répond ou ceux auxquels il pourrait subvenir. IEB s'interroge aussi sur les besoins des marchands qui fréquentent le marché et ceux des travailleurs des abattoirs. Dans les cartons, on parlait tout un temps de développer un centre de congrès ou d'une nouvelle halle alimentaire sur le modèle lyonnais destinée à attirer un nouveau public. Certains parlaient vouloir « *casser l'image du quartier des bonnes affaires* ».

Des projets de logements sont également évoqués. Comment un centre de congrès, un marché populaire attirant 100 000 personnes chaque week-end, un abattoir et des logements vont-ils pouvoir cohabiter sur ce site de 10 ha ? Les nouveaux habitants qui vont subir les nuisances du marché et des abattoirs ne vont-ils pas à terme chasser ces activités qui sont pourtant un poumon économique du quartier ? La nouvelle attractivité supra-locale voulue ne risque-t-elle pas d'entraîner une hausse des valeurs foncières et des loyers chassant à terme les habitants actuels ?

Outre ces questions socio-économiques, on peut se questionner l'abattage comme

une responsabilité collective : « *La présence d'un abattoir en ville est une opportunité quasi unique de nos jours. Elle peut constituer l'occasion de penser le sens de l'élevage et de l'abattage, la prise en charge collective de la mort de l'animal* » [1. Bruxelles en Mouvement, « L'abattoir en ville », mai 2012.]. Pour cela, la rénovation – ou la construction – d'un abattoir devrait s'assumer comme tel : dans sa signalisation, dans son aspect extérieur et son accessibilité. Il ne devrait pas se cacher derrière des parois de béton d'un bâtiment industriel générique... comme c'est le cas du l'abattoir actuel.

Les enjeux et les préoccupations d'Abattoir, des politiques et des habitants ne sont pas nécessairement identiques mais le dialogue mené depuis 2013 grâce à Forum Abattoir montre que toutes les parties prenantes ont intérêt à préserver une culture du débat pour améliorer le devenir du site en lien avec son quartier.